

Concours :

zeue

Epreuve :

Note de synthèse

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



## La double nationalité

Selon une enquête de l'INED de 2010, la double nationalité concernerait 5% de la population de la France métropolitaine entre 18 et 50 ans (document 9). La double nationalité, ou binationalité ou encore cumul de nationalités, consiste en le fait d'avoir deux nationalités, c'est-à-dire d'être rattaché en tant que citoyen à deux pays (doc. 5, 8). Si le droit positif français l'admet, il importe de rappeler que la nationalité demeure une prérogative de souveraineté de l'Etat : se voir octroyé la nationalité française est ainsi une faveur, et non un droit (doc. 10).

Sans doute parce qu'elle emporte ce double lien de rattachement et qu'elle est liée intimement à la puissance étatique, la double nationalité s'inscrit depuis plusieurs années au cœur du débat politique et démocratique. Elle révèle ainsi, d'une manière générale, une tension majeure au sein du contexte national, à la fois perçue comme un facteur d'intégration et de pluralisme mais critiquée en tant que favorisant l'utilitarisme des législations nationales et l'insécurité (doc. 4-6).

En effet, si à ce jour la double nationalité continue d'être largement admise en droit français et d'emporter des effets à l'endroit de ses bénéficiaires (I), elle est l'objet, dans le contexte actuel marqué par le débat sur l'identité nationale et le terrorisme, d'une volonté controversée de la limiter (II).

### I La double nationalité largement admise en droit français

L'accès libéral à la double nationalité (A) emporte un nombre important de droits et obligations pour les binationaux (B).



## A - L'accès libéral à la double nationalité

Par être binational, il faut avoir une nationalité première et demander ou avoir droit à une seconde nationalité : la loi française ne fait pas de distinction selon qu'en étranger demande la nationalité française ou qu'un Français demande une seconde nationalité étrangère (doc 8).

Par acquérir la nationalité française, il existe ainsi plusieurs possibilités : être né d'un parent français (doc. 1), avoir résidé en France durant sa minorité pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans et y résider au moment de la demande (doc 2) ou encore s'être engagé dans les armées françaises (doc 2).

Outre l'acquisition de la nationalité par la résidence ou la naissance, certains événements peuvent permettre de se voir attribuer une seconde nationalité : c'est le cas de l'adoption, qui permet au mineur étranger adopté de pouvoir se voir octroyé la nationalité de l'adoptant (doc. 5), et également du mariage sous réserve de respecter plusieurs critères tels que la durée du mariage, la communauté de vie, la connaissance de la langue française, l'absence de condamnation pénale (doc. 10).

Enfin l'étranger qui remplit les conditions pour acquérir la nationalité française doit déclarer le fait qu'il possède ou non une autre nationalité et son intention de la conserver ou non (doc. 7). Cette possibilité de décliner la nationalité étrangère est également possible dans certains cas par la nationalité française, par l'étranger qui déciderait finalement de ne garder que sa nationalité étrangère (doc. 1).

En cas de refus d'octroi de la nationalité française, il existe des voies de recours, auprès du ministère de l'Intérieur, puis devant le Tribunal administratif de Nantes, enfin l'appel et le pourvoi (doc. 10).

Ces différents éléments favorisant la double nationalité démontrent que la loi française a intégré celle-ci comme un moyen d'intégration et de reconnaissance des étrangers (doc 6-9), qui se voient ainsi attribuer un certain nombre de droits et obligations.

## B - Un nombre important de droits et obligations par les binationaux

L'obligation la plus importante consiste pour les binationaux à s'acquiescer de leurs obligations militaires : même en l'absence de convention bilatérale ou internationale, le principe mis en œuvre consiste pour le binational à effectuer son service national dans le pays où il



a sa résidence habituelle (doc 5). A noter que la France est signataire de la convention de 1963 du Conseil de l'Europe qui permet au binational, outre le fait de ne s'acquiescer de ses obligations militaires qu'à l'égard d'un seul des Etats dont il a la nationalité, de pouvoir choisir avant ses 19 ans en s'engageant volontairement l'Etat envers lequel il souhaite remplir ses obligations (doc 5).

Quant aux droits, les binationaux disposent des mêmes droits que tout citoyen français (doc 8). En ce sens, la Cour européenne des droits de l'homme a sanctionné la Roumanie pour violation de l'article 3 du protocole n°1 (arrêt du 27 avril 2010, Tanase c/Roumanie) : en l'espèce elle a jugé que la législation interdisant la députation aux plurinationaux n'était ni légitime ni proportionnée, rappelant que les plurinationaux roumains ont les mêmes droits et devoirs que les ressortissants n'ayant que la seule nationalité roumaine (doc 12, 13).

Il convient par ailleurs de souligner deux particularités au sujet des droits des binationaux : d'une part ils ont la possibilité de saisir les juridictions de l'autre Etat dont ils ont la nationalité, sous réserve qu'il n'y ait pas d'intention frauduleuse dans ce choix de juridiction et que les règles de compétence soient respectées (doc 15).

Enfin, si la Cour de cassation a autorisé le mariage entre deux hommes (28 janvier 2015) bien que la nationalité marocaine de l'un des deux empêchait normalement ce dernier de se marier, le Ministère de la Justice n'a pas modifié par autant sa circulaire du 29 mai 2013. Celle-ci, rappelant aux juridictions les onze conventions bilatérales affirmant l'impossibilité de célébrer un mariage homosexuel en France si la loi nationale d'un des conjoints étrangers l'interdisait, ne permet pas normalement d'autoriser le mariage homosexuel à un certain nombre de binationaux. (doc 16).

Si le principe de la double nationalité est donc pleinement admis en droit français, il fait néanmoins l'objet de critiques, en France mais également au sein de l'Union Européenne, comme en Allemagne où la double nationalité a pourtant été admise en 2014 (doc 6). Ces critiques vont dans le sens de chercher à limiter, voire supprimer, la double nationalité.

## II La volonté controversée de limiter la double nationalité

Ce mouvement cherchant à limiter la double nationalité s'appuie sur des arguments historiques combattus (A) et sur des arguments actuels critiqués (B).



## A. Les arguments historiques combattus

Le principal argument s'opposant historiquement à la double nationalité consiste en le problème de la double allégeance qu'elle suppose : en cas de conflit armé entre les deux États dont il est le national, comment agira le binational et comment se positionneront les États concernés à cet égard ? Encore récemment un projet de loi visant la limitation de la double nationalité présentait cet argument devant le Sénat (doc 4). Or l'INED mentionne dans son enquête que la double nationalité "n'est pas contradictoire avec une forte identité nationale française" (doc 9). Un professeur de droit indique en outre que non seulement les cas où un binational serait envoyé au front dans l'État dont il est également le national sont très peu nombreux, mais que l'adoption de mesures spécifiques à ce sujet permettrait de résoudre ces difficultés (doc 14).

On peut également citer l'exemple de l'Allemagne, État historiquement opposé à l'intégration de la double nationalité depuis 1913, et qui un siècle plus tard a répondu favorablement à la demande d'ouverture de la majorité de sa population, dans une volonté d'intégration et d'acceptation de sa multiculturalité (doc 5.6).

## B. Les arguments actuels critiqués

Si le débat sur la double nationalité a ressurgi il y a plusieurs années (doc 16) c'est surtout le contexte du terrorisme et des attentats en France qui a conduit le gouvernement à élaborer un projet de loi prévoyant la déchéance de nationalité française pour les binationaux condamnés définitivement pour un crime constituant une atteinte grave à la vie de la Nation (doc 3). Si le projet n'a finalement pas été adopté, certains déplorent l'impact du débat engendré par ce projet au sein de la société française (doc 11). En effet, en reprochant aux binationaux de bénéficier d'avantages conférés par la loi française, on constate ensuite un glissement vers l'idée que de cet utilitarisme pourrait naître une intention de nuire, voire une intention criminelle (doc 4, 11). Ces réflexions contribuent à diviser la société et à considérer qu'il existerait deux catégories de Français, au contraire du principe de l'universalité et l'égalité face à la nationalité, et ce spécialement à l'égard des Français issus des migrations post-coloniales qui pour la majorité conservent leurs deux nationalités (doc 9, 11). La place grandissante du critère d'adhésion aux valeurs républicaines semble également à inscrire dans cette tendance, critère sur lequel l'État conserve une marge de manœuvre particulièrement importante (doc 10).